

problèmes alors que les gens sont mis à pied et que cette façon d'agir est approuvée au nom de la lutte contre l'inflation.

M. Cliff Downey (Battle River): Monsieur l'Orateur, j'ai remarqué avec intérêt que les commentaires présentés au cours du débat d'aujourd'hui n'ont pas tous été négatifs, comme l'a signalé le député qui m'a précédé et que certaines suggestions valables ont été faites. Néanmoins, il est difficile aux orateurs d'éviter de faire des observations d'un caractère négatif puisque l'action gouvernementale est de nature à les provoquer.

Il y a quelques minutes, le secrétaire parlementaire du ministre des Finances (M. Mahoney) a mentionné le programme LIFT et certains autres programmes que le gouvernement a conçus pour la communauté agricole. Je dirai au secrétaire parlementaire que s'il calculait la réduction de dépenses que le gouvernement constaterait en supprimant la loi provisoire sur les réserves de blé et les frais que lui ont occasionnés avec les années les versements effectués au titre de l'AAP, c'est-à-dire le montant de sa contribution, il s'apercevrait que les plans que le gouvernement met en œuvre entraîneront à la longue de nettes économies.

On a préconisé aujourd'hui des dégrèvements fiscaux. D'autre part, les partisans du gouvernement ont soutenu que des dégrèvements fiscaux exigeraient le recours à de nouveaux emprunts. Ils sourient parfois lorsque nous leur disons qu'on pourrait réduire certaines dépenses. Il est difficile de concevoir pourquoi on ne pourrait y arriver si l'on considère que le gouvernement du Canada s'empare à l'heure actuelle de 35 p. 100 du produit brut, alors que les États-Unis, écrasés sous le fardeau des frais de la guerre au Vietnam, ne prennent que 28 cents du dollar imposable. L'Australie, qui depuis un certain temps réalise de nombreuses réformes sociales, prélève à l'heure actuelle 21 p. 100 du dollar imposable, et le Japon, avec son économie dynamique, ne prélève que 16 cents. Ainsi, le Canada est l'un des pays qui prélèvent la proportion la plus élevée du dollar imposable. Il doit y avoir quelque chose qui ne va pas.

Nous avons récemment assisté à une prolifération sans précédent de ministères, et le bill sur la réorganisation du gouvernement, s'il est adopté, viendra accentuer ce processus. Fait intéressant, le 23 mars, en réponse à une question relative à l'embauchage de travailleurs antillais pour des travaux agricoles, le premier ministre (M. Trudeau), avait fait le commentaire suivant consigné à la page 4508 du *hansard*:

● (9.30 p.m.)

...il s'agit d'un problème qui se pose sous une forme ou sous une autre, d'une année à l'autre, et il faut reconnaître que c'est un genre de travail que, très souvent, les étudiants ou les chômeurs ne veulent pas faire. C'est pour cette raison que le ministère de la Main-d'œuvre et de l'Immigration accepte l'entrée, sur notre marché du travail, de travailleurs étrangers.

En réponse à une question supplémentaire, le premier ministre déclarait, et je cite:

Les Centres de main-d'œuvre ont pour but d'envoyer des chômeurs ou des étudiants participer à ces travaux. Encore une fois, les faits prouvent qu'il y a, au Canada, des travaux que les chômeurs et les étudiants ne veulent pas faire, ce qui prouve, entre parenthèses, que le taux de chômage est parfois un peu artificiel.

[M. Saltsman.]

Avec l'amélioration considérable du régime d'assurance-chômage qui se prépare, je crois que nous devrions porter notre attention sur les travailleurs qui sont véritablement incapables de trouver du travail. Un système qui permet l'immigration de travailleurs étrangers alors que les chômeurs du pays sont payés à ne rien faire, a besoin d'une révision. Voilà ce que le ministre du Travail (M. Mackasey), et lui seulement, doit corriger actuellement. Cette situation est en train de convaincre les travailleurs canadiens qu'ils devraient être payés, qu'ils travaillent ou non. Le gouvernement se propose de créer une caisse de 50 millions de dollars pour permettre aux étudiants de voyager dans tout le pays cet été. Simultanément, il permet à des travailleurs étrangers d'immigrer au Canada pour y prendre les emplois que les étudiants refusent. Voilà un point sur lequel le gouvernement pourrait bien économiser.

Le ministre des Finances (M. Benson) a été plus d'une fois pris à partie, et je crois que la plupart d'entre nous conviendront que ce n'était pas à tort. J'allais dire qu'il s'est comporté comme un taureau dans les porcelaines, à titre de ministre des Finances, mais je pense qu'il serait plus exact de dire qu'il s'est comporté comme un bouledogue, car il n'a pas démordu de son Livre blanc devant l'opposition qui s'est manifestée d'une extrémité à l'autre du pays. Il n'a pas démordu de sa pratique de majorer les impôts jusqu'à détruire toute initiative.

L'une des principales causes du chômage à l'heure actuelle est que les Canadiens ne croient plus que le gouvernement est en mesure de créer un climat favorable aux investissements des entreprises. C'est à cette dépression psychologique au sujet de l'avenir des affaires en général qu'il faut attribuer 90 p. 100 du chômage dont nous souffrons et 90 p. 100 des faillites commerciales. Le ministre des Finances est interrogé tous les jours à la Chambre à ce sujet, mais il semble toujours vouloir porter querelle, et plus particulièrement depuis quelque temps. J'aimerais que son secrétaire parlementaire ou un autre ministériel—si nous devons continuer à avoir un gouvernement de ce genre—assume les fonctions du ministre, car ce dernier a commis tous les méfaits qu'on pouvait lui permettre. Nous pouvons au moins accorder le bénéfice du doute à certains honorables vis-à-vis.

Une autre question mérite qu'on s'y arrête: la perpétuation des subventions versées à la province de Québec. Les Québécois sont de bonnes gens, mais nous devons enfin considérer leur province à l'égal des autres provinces canadiennes.

L'hon. M. Ricard: Nous ne voulons rien d'autre.

M. Downey: Lors des dernières élections provinciales, le gouvernement au pouvoir a calculé que le trésor fédéral verse environ un million de dollars à cette province. Nous ne pouvons plus porter ce fardeau. Si le Québec doit demeurer à l'intérieur de la Confédération, il doit être traité en égal et recevoir une part égale du trésor fédéral. A mon avis, le gouvernement achète l'appui de cette province où il a toujours trouvé le plus d'appui au cours des années. Cette subordination est ce qui a maintenu au pouvoir un gouvernement aussi inefficace et incompetent que celui d'aujourd'hui.